

Tableau de Bord de l'Économie du deuxième trimestre 2025

Le GECAM procède de façon trimestrielle à une enquête d'opinion auprès des entreprises concernant :

- D'une part leur perception de la dynamique d'une dizaine d'indicateurs de la performance de l'activité ; portant notamment sur la performance opérationnelle et commerciale (les coûts, la production, les ventes, les stocks et le chiffre d'affaires), la solidité financière (résultat, situation de trésorerie et endettement) et sur l'emploi.
- D'autre part, sur l'évolution de l'environnement des affaires, notamment l'importance sur l'activité de facteurs tels que l'accès aux infrastructures, la fiscalité, l'accès au financement, etc.

Ces informations permettent de formuler une appréciation de la dynamique économique sur la période.

Le Groupement des Entreprises du Cameroun a ainsi le plaisir de vous présenter le Tableau de Bord de l'Economie Camerounaise (TBT) portant sur le 2^{ème} trimestre 2025 (2T2025).

De la perception de la dynamique des indicateurs de performance

Il ressort :

- ✧ **La dégradation globale des indicateurs entre le premier et le second trimestre** : Le TBT du 2T2025 met en évidence une forte dégradation des indicateurs au deuxième trimestre. En l'occurrence, un ratio plus important d'entreprises révèle des baisses de la production (de 18% à 41%), des résultats (de 35% à 51%) et la dégradation de la situation de la trésorerie (de 35% à 52%). Cela augure pour cette période de l'année un ralentissement du rythme de création de richesse qui aura une incidence sur la capacité de bon nombre d'entreprises à honorer aussi bien des engagements contractuels que des ambitions d'investissement.
- ✧ **Une forte accalmie tout de même de la fièvre inflationniste importée** : Une note positive tout de même est l'atténuation significative des inquiétudes quant à la dynamique des coûts dans un ratio croissant d'entreprises qui révèle une baisse. Ainsi, elles sont 32% au 2T contre 48% au 1T à observer une hausse des coûts de production. S'agissant de l'approvisionnement, le ratio est passé de 43% à 30%.

De la perception de l'environnement des affaires

Si au premier trimestre le top 10 des principales pesanteurs de l'environnement des affaires, selon plus de 80% des entreprises interrogées, était chapeauté par les questions de concurrence déloyale (88%), d'approvisionnement (82%), les questions

d'infrastructures, qui occupent le haut du pavé ce trimestre, n'arrivaient qu'à la 6^e position, relevées par 71% d'entreprises. Au 2T par contre, le top 3 est occupé par les questions d'infrastructures, énergétique principalement ? (83%), d'approvisionnement (77%) et de financement (77%). À côté, d'autres facteurs demeurent préoccupants pour les entreprises dans un ratio constant, en l'occurrence les questions liées à la fiscalité, aux difficultés de recouvrement des créances.

Il apparaît donc que l'environnement des affaires au 2T est caractérisé par :

- **Des fortes perturbations dans la chaîne d'approvisionnement** : les problématiques en rapport avec les conditions d'approvisionnement font partie des principales faiblesses de l'environnement des affaires selon la majorité des entreprises et principalement dans l'industrie et le commerce. Parmi les principaux aspects décriés figurent : la rareté et le prix des matières premières, les coûts de passage portuaire, les conditions d'accès aux devises pour le règlement de paiements internationaux, ...
- **Des capacités productives restreintes** du fait des difficultés d'accès à l'énergie ;
- **Une situation financière fortement affectée** du fait des difficultés de recouvrement et un besoin de financement croissant ;
- **Les lenteurs et tracasseries administratives toujours préoccupantes** qui se manifestent notamment au niveau des places portuaires par le renchérissement des délais et coûts de passage, au niveau des administrations par les retards dans le traitement des dossiers de paiement et une pression toujours plus forte des services de contrôle.

Prévisions et perspectives

La morosité exprimée par les chefs d'entreprises sur la situation de la performance au second trimestre et les pesanteurs décriées quant à l'environnement économique indiquent ou laissent entrevoir un ralentissement du rythme de croissance au deuxième trimestre aussi bien en rythme trimestriel qu'en rythme annuel.

L'inversion de ce pessimisme passe par des actions qui porteraient notamment sur :

- L'allègement des charges des PME, en l'occurrence un meilleur accès à l'énergie, l'amélioration des conditions d'approvisionnement (notamment en ce qui concerne les coûts de passage portuaire) ;
- L'amélioration de la trésorerie des entreprises, notamment la réduction des délais de paiement des créances aussi bien concernant les administrations que les contrats entre PME et grandes entreprises ;
- Des mesures plus structurelles relatives à l'amélioration de l'accès au financement mais également une meilleure gestion de l'implémentation des mesures relatives à la gestion des devises dans les établissements financiers.




Aline Valérie MBONO
Directrice Exécutive